

Le fil de terre

lettre mensuelle du Groupe de Réflexion et d'Information Municipal
Numéro 137 décembre 2023

Joyeux Noël



Écologie



Soyons fous

Fusion



50 ans

Dossier



La Sécu

Le GRIM vous souhaite de passer de très bonnes fêtes de fin d'année, en famille, entre amis, dans la solidarité et de bien débiter 2024.

Le contexte « guerrier » international, les modifications climatiques qui s'affichent de plus en plus comme une évidence, les tensions sociales et économiques importantes à l'intérieur de nos frontières ne sont pourtant pas vraiment de nature à engendrer un grand optimisme.

Cela étant, c'est bien ensemble, dans des mouvements collectifs qu'un meilleur vivre ensemble est possible.

L'Histoire nous l'a déjà démontré à plusieurs reprises, notamment à la sortie de la seconde guerre mondiale.

Se réunir, échanger, résister, revendiquer, proposer, même si cela reste parfois difficile à réaliser et donc peu encourageant,

sont des libertés et des droits fondamentaux pour chacune et chacun d'entre nous.

C'est bien là l'éthique du GRIM, association citoyenne, qui poursuit ses actions pour construire une société plus juste, plus équitable et plus durable.

Alors une nouvelle fois bon Noël.



Marie-José Faure
Présidente du GRIM



Saint-Just et Saint-Rambert : 50 ans d'union ?

Comment orthographier correctement le nom de notre commune ?

La question paraît bête mais le site internet de la mairie ainsi que le Fil de L'eau écrivent « Saint-Just Saint-Rambert » (sans trait d'union) alors que l'encyclopédie Larousse, le Journal Officiel et le journal local écrivent « Saint-Just-Saint-Rambert ».



Accueil > Encyclopédie [ville] > Saint-Just-Saint-Rambert 42170

Saint-Just-Saint-Rambert (42170)

Chef-lieu de canton de la Loire, dans le sud du Forez.

Population : 15 312 hab. (recensement de 2018)

Nom des habitants : Pontrambertois

Extrait Larousse

ge au chanteur Michel Corringe

· Berlioz, 42170 Saint-Just-Saint-Rambert

18

Montbrison

Extrait J.O.

Le site de l'association des maires de France nous répond :

« Lorsque le nom d'une commune (ou de n'importe quelle collectivité) est composé de plusieurs mots, tous les mots doivent être unis par des traits d'union. On écrit Saint-Germain-en-Laye ou Gamaches-en-Vexin, et jamais Saint-Germain en Laye ni Gamaches en Vexin.[...] Ces règles ne sont pas de simples lubies de grammairiens, mais revêtent une importance réelle, comme l'explique Pierre Jaillard, président de la Commission nationale de toponymie. [...] Le fait que tous les noms de lieux répondent aux mêmes règles d'orthographe facilite les recherches et évite des erreurs ou des possibilités de doublon. « Mais il s'agit surtout du respect de la langue française et de la compréhension de la signification des règles ». Pourquoi, en effet, mettre un trait d'union ? « Parce que cela marque l'unité administrative de ce dont on parle », poursuit le président de la CNT : Wallis-et-Futuna est une collectivité territoriale, alors que Wallis et Futuna sont deux îles. »

Donc d'après notre éminent spécialiste cela signifie que Saint-Just Saint-Rambert orthographié de cette manière sont deux communes distinctes ça tombe vraiment mal pour les cinquante ans de la fusion !



Jean-Michel Toubin

Saint-Just  Saint-Rambert

Nouvelle mairie... : Entrez donc par derrière !

Le 25 novembre a eu lieu l'inauguration de la nouvelle mairie de Saint-Just-Saint-Rambert et je ne peux m'empêcher d'avoir un sentiment très partagé sur le résultat et sur l'image que renvoie aujourd'hui la Mairie de Saint-Just-Saint-Rambert.

Alors certes ce nouvel édifice présente de nombreux avantages, notamment pour les conditions de travail des agents municipaux et la rénovation a permis de mettre en valeur un patrimoine architectural existant. Mais quel est donc l'architecte qui a eu l'idée de concevoir l'entrée principale de la Mairie par une porte dérobée de derrière.



Ceci était tellement inattendu qu'il a même fallu tracer des pas au sol et un fléchage pour être sûr que les administrés trouvent bien la nouvelle entrée, tant celle-ci est anonyme.

Une entrée qui, par ailleurs, ne favorise pas l'accueil du public. Quant à la devise de notre république « Liberté, Égalité, Fraternité », le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle ne saute pas aux yeux des passants, installée sur le côté du bâtiment dans la petite cour, derrière le petit portillon d'entrée. Pourquoi ne pas l'avoir installée sur le mur de l'édifice donnant sur l'avenue de la Libération ?

Tout ceci est d'autant plus dommageable que l'ouvrage présentait l'avantage de disposer d'une cour centrale beaucoup plus accueillante et permettant une toute autre image de ce que nous avons l'habitude d'appeler « la maison du peuple ».



En effet, comme c'était le cas auparavant quartier St-Rambert ou St-Just et comme dans la quasi-totalité des communes, la mairie se trouve au cœur de ville et présente une façade largement exposée s'ouvrant aux administrés, signifiant ainsi à tout un chacun qu'il est ici, un peu chez lui.

Nombre de couples fraîchement unis avaient d'ailleurs pour habitude de poser devant l'édifice municipal (c'était vrai également à la mairie quartier St-Just où sont encore célébrés les mariages), celui-ci était souvent équipé d'une place ou de grands escaliers en façade.

Il est clair ce n'est pas la configuration choisie lors de la rénovation de la maison d'accueil et cela bizarrement lorsque l'on voit qu'il aurait été tout aussi logique et aisé de positionner l'entrée de la Mairie par la cour située rue de la Farge au lieu de retenir celle-ci comme parking réservé aux véhicules de services ou aux élus, générant par la même un flux de véhicules.

Ne voyez pas dans ces propos, un quelconque esprit « ronchon » ou un ressentiment vis-à-vis de l'équipe municipale, mais simplement l'avis d'un citoyen qui aurait préféré que dans cet exercice de reconfiguration de notre maison du peuple, un plus large débat ait pu avoir lieu et que ce symbole de la démocratie de proximité soit un tout petit peu plus mis en valeur.

Jean-Pierre Brat

Démocratie participative, ça fonctionne !

Le 1er décembre 2023, le Grim a donné la parole aux Pontrambertois afin de connaître leurs avis sur l'évolution de notre commune et la façon d'y vivre aujourd'hui.

Nombre de Pontrambertois se sont déplacés pour l'occasion mais le temps extérieur n'était pas au rendez-vous avec une pluie battante et froide qui a probablement dû freiner quelques ardeurs et enthousiasmes.

Après une introduction et présentation de la méthode pour recueillir les informations, tout le monde s'est pris au jeu et mis au travail pour regrouper les réflexions sous quatre couleurs de post-it :



Vert : on aime bien.

Rouge : On aime moins ou pas du tout.

Bleu : pour les questions

Jaune : pourquoi pas ? on peut rêver.

Les images parlent d'elles-mêmes en matière de retour, avec beaucoup de rouge sur le thème de « l'urbanisation, déplacements, ville à la campagne » et des couleurs plutôt équilibrées pour les autres thèmes, à savoir : « Environnement », « Vivre ensemble », « Divers et plus ».

L'urbanisation est donc ressortie comme clé de voûte de cette réunion avec des retours comme freiner la densification, ville dortoir, zone avec des arbres si possible, beaucoup de maisons au m², parcellisation, quid des loyers modérés, problème de circulation,



flux des véhicules de transport, prix des transports ? mais aussi des idées positives avec une passerelle piétonne entre les deux bourgs, l'habitat participatif partagé...

Sur l'environnement, le souhait d'une politique plus volontariste et moins disparate en matière de devenir une ville de la biodiversité. Le problème des ordures ménagères, du compostage collectif et du désenclavement du Prieuré ont été largement évoqués.

Sur le vivre ensemble, la disparition du centre de Saint-Just et des commerces et plus globalement des centres bourgs qui sont malmenés. Un appel à une salle dédiée aux événements familiaux a été évoquée (tiens ..., c'est vraiment surprenant !!), un laisser pour compte des migrants, un niveau de précarité de plus en plus fort et des interrogations sur l'efficacité et l'organisation des forces de l'ordre.

Bien sûr cet article ne reprend pas de manière exhaustive tout ce qui a été évoqué et nous avons décidé de nous réunir à nouveau pour approfondir et instruire, thème par thème, l'ensemble des points évoqués afin de concentrer et focaliser les différents points et suggestions d'améliorations qu'il faudra faire remonter à la municipalité par le biais de nos élus.

Un bel exemple de démocratie participative !

Georges Charpenay

La sécurité sociale un bien commun... ...que nous devons protéger, défendre et faire évoluer

ICI COMME AILLEURS OUVRONS LE DEBAT

Pouvoir bien se soigner de partout et quels que soient ses moyens, c'est le débat actuel... dans les villes comme dans les campagnes... Actions syndicales, collectifs, équipes professionnelles qui dénoncent des situations inadmissibles... c'est difficile mais les résistances, les luttes existent... à la MRL sur notre commune mais aussi au CHU de St Etienne... A Feurs ou la population se mobilise fortement pour défendre l'hôpital, à Montbrison... les syndicats ne désarment pas... De partout, une seule phrase : « Nous n'avons pas de moyens pour accueillir prendre en charge et soigner correctement » et en plus ils ferment des services, ils suppriment des postes : plus de 20 à la MRL ... c'est inadmissible !

Rappelons, **la santé est un droit qui doit être garanti à toutes et à tous...** Ce n'est plus le cas !

Pourtant la santé est une dimension fondamentale de la qualité de vie.

Oui, les politiques de santé doivent s'établir à partir des besoins de toute la population pour déterminer les moyens... et non l'inverse !

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2024 qui vient d'être voté est passé en 49.3. C'est dire le mépris total du gouvernement qui s'affiche.... un gouvernement qui veut imposer encore plus d'économies (3,5 milliards minimum), c'est scandaleux... d'ailleurs, il ne fait malheureusement qu'aggraver la politique de ses prédécesseurs.

Une frange de plus en plus importante de la population est en grande souffrance, ça se voit, ça se sent sur l'ensemble du territoire national.

Il y a un épuisement généralisé des hospitaliers, des équipes professionnelles... les déficits dans les Ehpad génèrent de graves dysfonctionnements et une maltraitance institutionnelle que les personnels ne veulent plus cacher... c'est idem d'ailleurs pour l'action sociale... Pour tout dire, l'ensemble du secteur est totalement sinistré !

Alors qu'il faudrait former en masse des professionnels de la santé, du social et du médico-social toute catégorie confondue, et arrêter de mettre des barrages infranchissables qui broient « les vocations ».

Alors que la seule façon de lutter contre les déserts médicaux, c'est de conserver les hôpitaux de proximité, de les réinstaller... ou de créer des centres de santé publique pluri professionnels (rattaché à un hôpital, un Ehpad et donc sous statut). C'est également redonner du sens aux métiers de la santé et de l'action sociale... de redonner l'envie de faire ces métiers et surtout ne pas vouloir transformer les futurs professionnels en robots, en simple exécutants...



La sécurité sociale un bien commun... ...que nous devons protéger, défendre et faire évoluer

L'ONDAM, l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie est un outil d'austérité qui, pour nous, doit être dénoncé et combattu... (Objectif de dépenses à ne pas dépasser en matière de soins de ville, d'hospitalisations publiques comme privées).

Là où **les fondateurs de la Sécurité Sociale** (NOUS Y VOILÀ) **raisonnaient « en fonction des besoins »**, nous sommes passés à une logique financière totale (particulièrement depuis le plan Juppé de 1995).

Les PLFSS (Projet de Loi Financement de la Sécurité Sociale) successifs ont organisé la casse, le démantèlement, le sabotage de tout notre secteur, de tout le secteur sanitaire, social et médico-social... Cela mériterait d'énormes mobilisations de tous les personnels, de toute la population...



Pourtant la bataille est complexe... On a besoin d'expliquer, les conséquences directes d'un sous-financement, d'expliquer ce qu'est la Sécu, ce qu'elle était lorsqu'elle a été créée par le Conseil National de la Résistance et mise en place par Ambroise Croizat, d'expliquer les objectifs dont le principal était de rejeter la charité qui avilie

les femmes et les hommes... La Sécu est avant toute chose une institution des travailleuses et des travailleurs qui a été construite par leur lutte bien avant sa création. « L'aboutissement » de 1945 ne doit pas effacer ce qui s'est passé avant... Oui, c'est le résultat des luttes des salarié(e)s, des militantes et militants qui nous ont précédés... et rien que de rappeler cela, c'est porteur d'espoir car le combat ne s'arrête jamais et il permet de gagner... Il faut bien entendu s'inscrire dans le temps et participer dès qu'il nous est possible aux luttes aux actions appelées par les syndicats, les collectifs de défenses et aussi par certains partis de gauche qui refusent le déclin, le replient sur soi.

La bataille des idées est essentielle

- ♦ Besoin de s'informer sans cesse et surtout ne rien attendre de la presse classique
- ♦ De rappeler et d'apprendre aux plus jeunes ce qu'est la Sécu, pourquoi, par qui et pour qui elle a été créée car les programmes de l'éducation nationale n'en parlent pas ou presque.
- ♦ La Sécurité Sociale est une conquête sociale que l'on nous reprend petit à petit depuis des dizaines d'années.
- ♦ Il faut que l'on rappelle qu'un PLFSS est un outil purement législatif et technique de mise au pas budgétaire de la Sécurité Sociale, selon les objectifs économiques fixés par le gouvernement.

La sécurité sociale un bien commun...

...que nous devons protéger, défendre et faire évoluer

Besoin de rappeler les principes de la Sécu : Universalité, Unicité, Solidarité, Démocratie

- ♦ Universalité : TOUT LE MONDE reçoit
- ♦ Unicité : Caisse unique : la Sécu
- ♦ Solidarité : Chacun(e) cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.
- ♦ Démocratie : Gérée par les assuré.es : on finance, on décide !

Besoin de Parler de son financement :

- ♦ La cotisation sociale : Le salaire socialisé doit être au cœur de notre bataille.
- ♦ Augmenter les salaires : Net (personnel) + socialisé (celui collectif qui permet à tous le monde de vivre mieux).
- ♦ Gagner aussi l'égalité salariale Femme/Homme.
- ♦ Créer de l'emploi.
- ♦ Mettre fin aux exonérations de cotisations.

La philosophie de la Sécu était de **vivre sans l'angoisse du lendemain, de la maladie ou de l'accident de travail** en cotisant selon ses moyens et en recevant selon ses besoins... **C'est cette philosophie que nous devons regagner !**

La Sécu doit couvrir de manière intégrale :

La maladie, la famille, les accidents de travail, les maladies professionnelles, la retraite, la perte d'autonomie qui doit-être un droit nouveau intégré à la branche maladie de la Sécu et non pas faire l'objet d'une nouvelle branche, comme c'est le cas aujourd'hui depuis 2020...(d'ailleurs à l'origine il n'y avait pas de branche à la sécurité sociale).

La Sécu devrait aussi permettre un revenu de remplacement en cas de perte d'emploi... nous cotisons tous contre la perte d'emploi et cette cotisation devrait intégrer ni plus ni moins le budget de la sécu.



Pour le financement de la sécurité sociale chacun(e) cotise selon ses moyens... et reçoit selon ses besoins.

La cotisation sociale est contributive : c'est un salaire socialisé... on cotise pour tous les assurés sociaux et non pour soi-même.

- ♦ Elle ouvre des droits : elle justifie politiquement une garantie d'accès aux droits sociaux... Nous cotisons... donc nous décidons tous collectivement au travers de représentants qui malheureusement ne sont aujourd'hui plus élus (La dernière élection date de 1983)
- ♦ Elle permet une répartition sans passer par le marché... d'où la différence entre les complémentaires... DONT LES BUDGETS DE FONCTIONNEMENT DEPASSENT LARGEMENT CELUI DE LA SECU.
- ♦ La cotisation est prélevée sur le salaire. Que ce soit la part salariale ou la part patronale, et ce n'est pas une charge... c'est une cotisation et ce terme fait l'objet d'un vrai combat contre les propos du patronat !

La sécurité sociale un bien commun... ...que nous devons protéger, défendre et faire évoluer

Elle permet une redistribution directe aux assurés sociaux.

Oui, pour que vive la Sécu, nous allons avoir besoin d'intervenir et ce sera en affrontement des projets du gouvernement qui sont d'ailleurs aussi ceux des grands groupes financiers qui lorgne toujours plus sur la sécu.

- ♦ Suppression des exonérations de cotisations sociales (80 milliards).
- ♦ Élargissement de l'assiette ou de la base de calcul des cotisations sociales. Avec l'intégration dans l'assiette de calcul des cotisations sociales de toutes formes de revenu (notamment les stock-options, les dividendes, etc.) et de rémunération dont les primes... en attendant que la question des stock-options et des dividendes soit traitée politiquement.
- ♦ La création d'une sur-cotisation (sanction) pour les entreprises ayant des politiques salariales au rabais et une gestion de l'emploi par la précarité qui va à l'encontre des droits des salariés qui produisent les richesses... ou des entreprises qui ne respectent pas les normes environnementales.

- ♦ Mettre à contribution les revenus financiers des entreprises.
- ♦ La CSG doit être transformée en cotisation sociale.
- ♦ Instaurer immédiatement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.
- ♦ Agir sur l'organisation du travail : Agir pour la santé au travail et contre la précarité est un levier important pour l'efficacité de la protection sociale, mais également son financement. Pour nous, le concept de santé est complètement lié aux conditions de travail et aux capacités à créer, à se projeter, à être utile, et à tisser des liens avec les autres.
- ♦ Une augmentation des salaires de 5 % par exemple dégagerait 9,5 milliards d'euros.
- ♦ La réduction du chômage, grâce notamment à une planification économique, écologique et sociale pourrait permettre la création d'au moins un million d'emplois (800 000 privés, 200 000 publics) qui entrainerait 10 milliards de cotisations retraites nouvelles et 10 milliards d'euros d'économie en matière de chômage.



La sécurité sociale un bien commun...

...que nous devons protéger, défendre et faire évoluer

- ♦ L'augmentation du taux de cotisation de 2,5 points permettrait de rapporter 30 milliards d'euros... N'oubliez pas, sécu intégrale = plus de mutuelle = économie pour tout le monde, toute la population.
- ♦ La création de 300.000 fonctionnaires dans la FPH rapporterait 5 Milliards d'euros...
- ♦ Un processus de reconquête de la Sécurité sociale à 100 % passe aussi par une maîtrise du champ de la protection sociale complémentaire.
- ♦ Il existe 3 familles d'organismes complémentaires. Les mutuelles, les institutions de prévoyance et les organismes lucratifs qui sont les compagnies d'assurance, les banques... et cela sera une vraie bataille politique .. Les frais de gestion de l'assurance maladie : 4 à 5 % pour la sécu contre 15 à 20 % pour les complémentaires santé.



- ♦ **ENGAGER LE PROCESSUS DE RECONQUÊTE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**
- ♦ Une «double besogne» en engageant à la fois le processus de reconquête de la Sécurité sociale à 100 % et porter l'exigence d'une Sécurité sociale du XXI^e siècle en tant qu'objectif politique.

- ♦ Objectif : défendre au quotidien les intérêts de tous les salariés et de leurs familles. En conséquence, il s'agit pour de mener la bataille culturelle et d'idées pour aller vers le 100 % Sécurité sociale.
- ♦ La reconquête de la Sécurité sociale est une démarche globale qui réinterroge le rôle, la place, le sens et la finalité de la Sécurité sociale.

La Sécu intégrale :

- ♦ Cette Sécurité Sociale intégrale doit être fondée sur le principe d'un système simplifié, clair et accessible.
- ♦ C'est pourquoi la Sécurité sociale doit devenir interlocuteur, collecteur et payeur unique. Elle doit être autonome grâce au retour des élections des administrateurs de la Sécurité Sociale par les assurés sociaux et grâce à un budget décidé et géré exclusivement par les salariés.
- ♦ Ces propositions posent une série de questions pour parvenir à une sécu à 100 % sur l'ensemble des branches de la sécurité sociale. Elles s'inscrivent dans la perspective d'un système plus juste et égalitaire, où les richesses créées par le travail doivent être au service de l'intérêt général donc collectif – et de la réponse aux besoins sociaux de toutes et tous.



Marc Auray

Soyons fous... : Jeux Olympiques d'hiver 2030 et autres amusements !

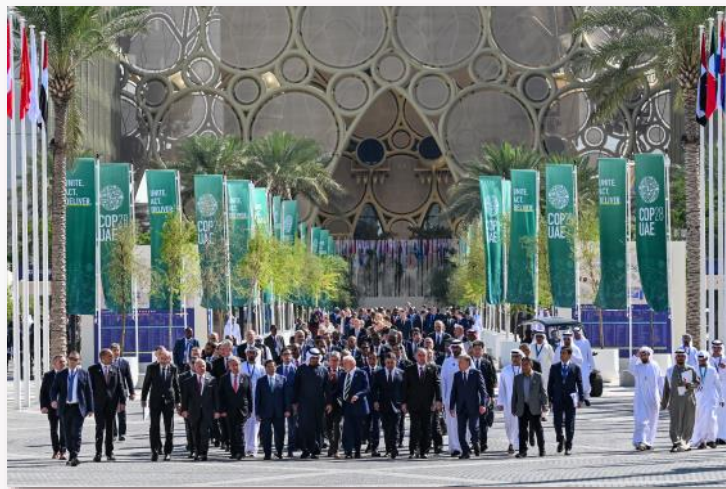
Il est des jours où l'on se dit qu'enfin, le défilé des nouvelles mortifères va se calmer. On se dit que cela devrait s'arrêter à un moment. On se dit qu'il est temps que les hommes retrouvent l'instinct de survie ou un soupçon de sagesse.

Heureusement, il y a toujours des sages, qui se battent au risque d'y laisser leur peau. Il a aussi, heureusement, beaucoup d'initiatives vertueuses dans les domaines scientifiques, écologiques, agricoles qui tentent le tout pour le tout pour nous tirer d'affaires. C'est souvent en catimini que l'on découvre les projets porteurs de futur viable.



Sur le journal du CNRS, que l'on peut qualifier de sérieux, on apprend la découverte d'un gisement d'hydrogène «blanc», qui serait le plus important au monde en Lorraine. Ainsi au Mali, depuis 3 ans, un village produit son électricité grâce à l'hydrogène de son sous-sol: Une ressource totalement vertueuse, pas de pollution, pas de CO2 dans l'air. On commence à entrevoir des perspectives d'énergies propres en l'Afrique et au Maghreb, avec des promesses de création d'emplois .

Mais les bonnes nouvelles sont rares. La COP 28 au Qatar (plus gros émetteur de gaz et de pétrole du monde), qui n'indique pas le chemin de la sagesse énergétique et



un président français qui profite de cette tribune pour crier son amour du nucléaire. Le gouvernement envisage la construction de «mini» EPR utilisables au mieux dans 15 ans, donc en 2040. Une centrale fonctionne avec beaucoup d'eau et froide... sinon ça ne marche pas ! Pour rappel : l'année 2023 bat le record en température, et d'augmentation des rejets de CO2 (+1,5%). Donc c'est pas gagné pour de l'eau froide en 2030.



Mais au diable ces mauvaises nouvelles, notre président de région Wauquiez rêvait des jeux d'hiver dans ses Alpes en 2030... Il les a ! Pas belle la vie ? Les Rhônealpins devraient se réjouir de cette nouvelle, mais c'est le désintérêt et l'accablement qui l'emporte devant tant de stupidité. Il n'y a pas un seul pays Nordique, qui se soient portés candidats. Pas fous les Nordiques.

(Suite)

Soyons fous....Jeux Olympiques d'hiver 2030 et autres amusements !

Alors comment va-t-on faire demain quand aujourd'hui il pleut à 2500m dans les Alpes? Les Alpes Françaises et Suisses sont en situation catastrophique climatique sur le plan des sols, de l'eau, des glaciers et des impacts touristiques.

Mais de cela nos Présidents (Macron, Wauquiez), n'en ont cure. Ce qui compte c'est : le prestige, les canons à neige, le béton et bassines en montagne, au mépris de la préservation du patrimoine et de la biodiversité.

Pour finir ses joyeusetés sur une note optimiste, on constate que les producteurs de gaz et de pétrole sont en majorité des dictatures (Russie, Qatar, Venezuela, Arabe Unis, Koweït, Iran, Turquie, etc...) si nous réussissons (les démocraties) notre conversion énergétique propre par les renouvelables, un peu du vieux nucléaire qu'il nous

reste (avant de le voir disparaître) avec la promesse d'un hydrogène blanc, et des citoyens prennent en main leur changement de consommation... Nous réglons pas mal de problèmes extérieurs qui empestent nos vies, en coupant net notre dépendance au mal.

Joyeux Noël



José-Louis Théry
Les Ecologistes

Agenda

Conseil municipal

Jeudi 21 décembre 2023 19h15

Salle Prieuré Bas

Pour nous [contacter](#), [s'abonner](#) ou [se désabonner](#) : fildeterre@lesbarques.fr

Retrouvez nos parutions sur : <https://notreville.org> et sur <https://www.facebook.com/gauche42170>